

OBSERVATOIRE DE LUTTE

CONTRE LA CORRUPTION ET LES
MALVERSATIONS ECONOMIQUES



OBSERVATORY FOR FIGHT

AGAINST CORRUPTION AND
ECONOMIC EMBAZZLEMENTS

INTEGRITE

EQUITE

TRANSPARENCE

**COMMUNIQUE DE PRESSE N° 05/OLUCOME/05/2015 PORTANT SUR
L'ENTERREMENT DE L'ECONOMIE BURUNDAISE ET LE VERROUILLAGE DE
L'ESPACE POLITIQUE**

1. Suite aux comportements du Gouvernement burundais et de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) dans l'organisation des élections non crédibles, certains partenaires du Burundi ont suspendu temporairement leur financement jusqu'à ce que la CENI organise convenablement les dites élections de 2015. Au lieu de suivre les conseils des partenaires internationaux et nationaux aux élections, le Président de la République du Burundi vient de sortir un décret n°100/160 du 21 mai 2015 portant annulation et ouverture de crédit budgétaire d'un montant de 44 milliards Fbu (environ 30 millions de dollars américains) en vue de financer ces élections de 2015 dont l'organisation est beaucoup contestée par ses partenaires nationaux et la communauté internationale. Actuellement, ce sont quelques partis politiques qui seraient proches du pouvoir qui font la campagne électorale pour les communales et les législatives. Il se pourrait que le parti au pouvoir utilise tous les méandres pour rester presque seul dans la compétition électorale. A cet effet, l'OLUCOME demande au Gouvernement et à la CENI de mettre en avant le dialogue avec tous les partenaires nationaux aux élections en vue d'accoucher un consensus sur la bonne organisation des élections crédibles de 2015. L'OLUCOME (en tant qu'une organisation de la société civile qui participe dans le dialogue organisé par les Nations Unies au Burundi) demande aussi aux Présidents des pays de l'EAC dans leur sommet de ce dimanche le 31/05/2015 d'exiger le renoncement au troisième mandat du Président de la République du Burundi et le report des élections au Burundi.
2. Ayant analysé ce dit décret, l'Observatoire demande au Président de la République du Burundi de l'annuler car les institutions de Bretton Woods à l'instar le Fonds Monétaire International(FMI), la Banque Mondiale,...vont couper la coopération avec le Burundi. Le budget général de l'Etat actuel de plus de 1500 milliards Fbu ayant un déficit global avec dons de plus de 60 milliards Fbu et dépendant de plus de 50% de l'extérieur, son financement va provoquer un grand choc à l'économie burundaise déjà moribonde car certains bailleurs ont déjà suspendu leur financement pour le Burundi.

Sis chaussée Prince Louis RWAGASORE n°47, 1^{er} étage. Tél : +257 22 25 20 20 ou +257 78 85 30 04 (numéro vert)

Fax : 22 24 99 49 Site web : www.olucome.bi BP 6616 BUJUMBURA-BURUNDI

Les conséquences fâcheuses qui ne manqueront aussi, sont la dévaluation de la monnaie, la création monétaire non proportionnelle à la production nationale, l'inflation et la diminution du taux de croissance qui enfoncezont les citoyens dans une misère sans nom. Actuellement, le Gouvernement aurait déjà créée la monnaie non proportionnelle au Produit intérieur Brut (PIB). En plus de cette misère, il se pourrait que dans les prochains jours, le Gouvernement retirera à la source du salaire de chaque fonctionnaire de l'Etat 20% de ce dernier, selon les informations que détient l'OLUCOME.

3. Ces derniers jours, le Ministre ayant la jeunesse et sport dans ses attributions a suspendu une activité dont les fonds de sa réalisation se trouvaient dans le coffre fort. Ce dernier était dans le cabinet du Ministre et a été volé avec un montant de 70 millions de Fbu. L'OLUCOME considère ce fait comme un vol organisé car le principe de l'unicité budgétaire ne permet pas qu'un tel montant puisse être conservé dans un Cabinet d'autant plus que le Ministère ne possède que les comptes des dépenses engagées. C'est pourquoi l'OLUCOME demande au Gouvernement de faire retourner ce montant à la caisse de l'Etat et de faire arrêter ce comportement de vol organisé de certaines autorités pendant cette période des élections.
4. De plus, selon les informations à notre disposition, la plupart des autorités et des administratifs sont entrain de voler les biens de l'Etat et les fonds publics en passant par tous les moyens mafieux. Sur ce, l'OLUCOME rappelle aux dirigeants et au peuple burundais que la constitution du Burundi en son article 69 stipule que «les biens publics sont sacrés et inviolables, les citoyens sont appelés à les défendre». Et que tôt ou tard les corrompus seront poursuivis un jour par la justice tant nationale qu'internationale.

Fait à Bujumbura, le 30/05/2015

OLUCOME
Gabriel RUFYIRI
Président

30/05/2015